



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-D'anjou

Saint-Barthélemy-D'anjou, le 22 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BSN medical SAS

Rue du Millénaire
BP 22
72320 Vibraye

Références : 2025-635_BSN MEDICAL SAS_INSP_RAP
Code AIOT : 0006301139

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2025 dans l'établissement BSN medical SAS implanté Rue du Millénaire BP 22 72320 Vibraye. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BSN medical SAS
- Rue du Millénaire BP 22 72320 Vibraye
- Code AIOT : 0006301139
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site BSN Medical de Vibraye fabrique des bandes plâtrées et adhésives pour le secteur médical. Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 27 janvier 1999 modifié.

Les bâtiments 1411, 1116, 1112 et le stockage de liquides inflammables ont été visités.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Surveillance rejets aqueux	AP Complémentaire du 28/06/2021, article 2.10	/	Demande d'action corrective	1 mois
5	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	1 mois
7	Autosurveillance des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 10/05/2010, article 8bis 2.1	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	2 mois
10	Conformité aux valeurs limites d'émissions (DCM et COV non spécifiques)	AP Complémentaire du 10/05/2010, article 5.3.1 et 5.3.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Autosurveillance EU8 – Constat visite 2020	AP Complémentaire du 28/01/2021, article 4.5.2.2	Susceptible de suites	Sans objet
3	Déclaration auto-surveillance rejets aqueux – Constat visite 2021-2022	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Susceptible de suites	Sans objet
4	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Substitution du dichlorométhane	AP Complémentaire du 28/06/2021, article 2.7	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
8	Rejets dans l'air de dichlorométhane	AP Complémentaire du 10/05/2010, article 5.3.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
9	Rejets dans l'air de composés organiques volatils non spécifiques	AP Complémentaire du 10/05/2010, article 5.3.2	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place les actions correctives nécessaires pour lever les constats relatifs à la déclaration des rejets aqueux et leur conformité. Lors de la visite l'inspection a constaté de nombreux dépassements des rejets atmosphériques en dichlorométhane conduisant à proposer une mise en demeure au préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autosurveillance EU8 – Constat visite 2020

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/01/2021, article 4.5.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>D - Rejet EU8 associé à la fabrication des masses plâtrées</p> <p>Le débit maximal est limité à 20 m³/j. Les valeurs limites de rejet doivent être respectées (cf article 4.5.2.2).</p> <p>[...]</p> <p>Le rejet annuel de dichlorométhane est limité à 2.3 kg par an (sur la base de 230 jours de travail).</p>

Constats :

Lors de la visite de 2022, des dépassements ont été constatés en DCO, DBO₅, cuivre et DCM en 2020 et 2021 au point de rejet EU8 correspondant l'unité de traitement du DCM (dichlorométhane).

Par courrier du 1/12/2022, l'exploitant s'est engagé sur un échéancier :

- avant le 30/06/2023 : mise en place d'un mesurage en ligne automatique
- jusqu'à fin 2023 : collecte des données et premières corrections de dérives détectées
- avant le 31/12/2024 : réalisation d'une étude technico-économique pour le traitement des rejets non conformes.

Lors de la visite de 2023, l'autosurveillance de 2022 montrait des dépassements (supérieurs à 2 fois la VLE sur certains mois) en DCO, DBO₅ et DCM suivants au point de rejet EU8.

L'autosurveillance de janvier à août 2023 montrait un dépassement de la VLE en DCM sur les mois de février et juillet.

Concernant le plan d'action, la ligne de mesurage n'a pas été mise en place car cela n'est pas possible techniquement. Une réflexion est en cours pour stocker les eaux non conformes et les renvoyer dans l'unité de traitement.

Il était demandé à l'exploitant :

=> de justifier que la quantité annuelle de rejet en DCM était respectée pour l'année 2022.

=> de transmettre à l'inspection mensuellement l'autosurveillance et la compléter sur le débit et flux des paramètres.

=> de tenir les engagements pour une mise en conformité des rejets aqueux pour 2024.

Lors de la visite de 2025, les autosurveillances de 2024 et de 2025 (janvier à octobre) ont été analysées. Ces documents amènent les remarques suivantes :

- 2024 : dépassements ponctuels légèrement au dessus de la VLE sont observés en débit (une fois 21 m³/j en juillet pour une VLE de 20), DBO₅ (une fois 48 mg/l en septembre pour une VLE de 40) et cuivre (0.2 en septembre pour une VLE de 0.15). Des dépassements en zinc en octobre (1.16 mg/l) et décembre (1.2 mg/l) pour une VLE de 0.8 mg/L, cependant la valeur limite s'applique lorsque le flux est supérieur 20 g/j qui n'est pas atteint pour l'ensemble des points de rejets.

- 2025 : dépassements ponctuels en débit en février, mars et avril (6 dépassements et un maximum à 28m³/j). Le non respect de la valeur basse du pH est observé en octobre, cependant la mesure n'a été faite qu'une fois. Aucun autre dépassement n'est constaté.

Par mail du 12/12, l'exploitant a justifié que la valeur limite annuelle de dichlorométhane rejeté était respectée (0.006 kg pour une valeur limite de 2.3 kg/an).

Par sondage, le rapport des analyses de juin 2025 (réalisé par WESSLING), les résultats sont cohérents avec la déclaration GIDAF.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant sera vigilant sur le respect des valeurs de pH.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/06/2021, article 2.10
Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de procéder ou de faire procéder à un contrôle de ses effluents. Les contrôles sont réalisés sur un échantillon moyen représentatif d'une journée, prélevé par un dispositif asservi au débit instantané. Rejets EU1 et EU8 : L'analyse doit porter sur les paramètres suivants : pH : fréquence journalière [...]
Constats : Suite à la déclaration GIDAF du mois d'octobre 2025, l'inspection a constaté la même valeur de pH et de température durant tous le mois pour le rejet EU8. L'exploitant a indiqué qu'une seule mesure était faite par mois et donc reportée sur tous le mois.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en place une fréquence d'analyse journalière pour le pH et la température.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Déclaration auto-surveillance rejets aqueux – Constat visite 2021-2022

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisées conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : Lors de la visite de 2023, il était constaté qu'aucune déclaration GIDAF n'avait été effectuée en 2022 et 2023. Les autosurveillances de 2024 et 2025 sont déclarées sur le site GIDAF.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Canalisation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I

Thème(s) : Risques chroniques, Canalisation des émissions

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.

Constats :

Lors de la visite de 2023, il était demandé à l'exploitant de justifier qu'il n'est pas possible techniquement de capter à la source les rejets en début de ligne enduction "essences".

Par courrier du 18 décembre 2023, l'exploitant indique que les émissions sont captées à la source en début de ligne des postes d'enduction "essence".

Lors de la visite de 2025, l'inspection a constaté la captation, cependant ces aspirations ne sont pas canalisées. Il a été indiqué que les rejets étaient essentiellement lors du passage dans le tunnel de séchage qui sont canalisés vers le système de traitement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19

Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des fumées

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée.

Les incidents ayant entraînés l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.

Constats :

Lors de la visite de 2023, il était demandé à l'exploitant de transmettre les justificatifs de formation du personnel sur les analyseurs DCM et essence.

Par mail du 28/10/23, l'exploitant indiquait qu'il n'y avait pas de formalisation de documents.

Les 2 personnes spécialisées ont une expérience conséquente sur ce type de matériel (20 ans). Le procédé de récupération de solvant spécifique a été développé par ces 2 personnes qui ont réalisé la procédure d'exploitation.

Par courrier du 18/12/2023, l'exploitant a transmis les procédures d'exploitation sur les installations de récupération des rejets en dichlorométhane et des essences.

La procédure de récupération des rejets en dichlorométhane a été mise à jour et comporte la conduite à tenir en cas de rejets non conformes. Il est mentionné que les opérations d'enduction peuvent être arrêtées (cf constat 6 sur le registre d'autosurveillance).

La procédure de récupération des rejets en essences n'a pas été mise à jour.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La procédure relative à l'installation de traitement des essences doit intégrer la conduite à tenir en cas de dysfonctionnement ou de non conformité des rejets.

La procédure relative à l'installation de traitement du DCM sera mise à jour le cas échéant (cf constat 6).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Substitution du dichlorométhane

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/06/2021, article 2.7

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2026

Prescription contrôlée :

L'exploitant poursuit la mise en œuvre du plan d'actions spécifique examinant la possibilité de supprimer l'utilisation du dichlorométhane dans ses procédés de fabrication.

Il met à jour régulièrement l'étude sur l'état de l'art relatif à la substitution du dichlorométhane dans ses procédés de fabrication sur la base de celle réalisée en 2021. Cette étude est mise à disposition de l'Inspection.

Constats :

Lors de la visite de 2024, l'exploitant avait présenté deux projets à l'étude sur le site. L'une d'elle vise à réduire les émissions de DCM. Elle est réalisée par la société CLAUGER et concerne un audit COV, elle a pour objectif d'effectuer un audit de performance sur l'installation actuelle sur la

condensation directe de dichlorométhane du four et de l'adsorption/désorption du dichlorométhane en vue de récupérer le solvant, sur l'atelier POP. Afin de pouvoir améliorer les performances de l'unité de condensation afin de réduire la quantité de solvant à traiter par l'unité de récupération sur charbon actif.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que les études définissant les besoins étaient terminées et qu'un cahier des charges était en cours afin de budgétiser les investissements.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant portera à la connaissance de l'Inspection toute modification des conditions d'exploitation sur le site.

Les études réalisées seront transmises à l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Autosurveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/05/2010, article 8bis 2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des rejets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base de 24 heures.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Constats :

Lors de la visite de 2024, le tableau de suivi interne des rejets de l'exploitant (fichier des données d'autosurveillance, comportant pour 2024 les données de janvier à octobre, sur la partie « essences » et sur la partie « DCM ») montrait :

- rejets essence 2024 conformes
- 9,46 tonne rejetées via le by-pass à fin octobre
- rejets DCM : 2 jours non-conformes en août (consécutifs à une température extérieure élevée, dégradant le fonctionnement des charbons actifs).

Les fichiers d'autosurveillance de janvier au 5 décembre 2025 ont été envoyés en amont de l'inspection. Les résultats montrent :

- rejets essence : 2 dépassements en juin (11 et 29% de dépassement sur 24h). résultats conformes depuis
- rejets dichlorométhane : des dépassements de la valeur limite sont observés sur plusieurs jours ; 2 dépassements en mai (12 et 23% des résultats), 1 en juin (20%), 2 en août (17 et 19%), 7 en septembre (de 13 à 61%), 10 en octobre (11 à 54%), 6 en novembre (11 à 65%) et 4 sur la 1ère semaine de décembre (30 à 34%). Durant les temps de dépassements, les concentrations peuvent atteindre 2 fois la valeur limite sur une partie de ce temps.

Des actions ont été mises en place lors des dépassements, cependant elles ne permettent pas d'assurer une stabilité des rejets dans le temps.

A noter que le tableau doit être clarifié sur le nombre de jours non conformes (colonne F) qui n'est pas cohérent avec les jours de résultats non conformes dans la colonne E.

En mettant en parallèle les résultats du contrôle annuel réalisé par DEKRA le 30/09 sur l'installation de traitement de DCM, il s'avère que sur toute la durée de ce prélèvement (6h) seul 2 pics de quelques minutes sont observés. Ces mesures sont à mettre en parallèle avec celles de l'autosurveillance sur ce même jour qui montrent 192 min de dépassements de la valeur limite. Post visite, l'exploitant a indiqué qu'après comparaison sur cette même période, les enregistrements de l'autosurveillance montrent d'autres pics, il s'interroge sur les mesures de DEKRA car les courbes classiques rencontrées habituellement ne figurent pas sur les mesures réalisées par DEKRA.

L'inspection note que les résultats de l'autosurveillance sont plus majorants que ceux de DEKRA.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit respecter la valeur limite d'émission en dichlorométhane de manière pérenne.

Les dépassements doivent être expliqués et les mesures doivent être fiabilisées.

Un descriptif précis de la chaîne de mesure est attendu afin de justifier de la fiabilité et la répétabilité des mesures.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Rejets dans l'air de dichlorométhane

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/05/2010, article 5.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/12/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 31/03/2026
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en place les moyens et dispositions permettant de réduire le facteur d'émission du dichlorométhane. Le facteur d'émission correspond à la quantité de dichlorométhane émise à l'atmosphère sous forme canalisée et diffuse rapportée à la quantité utilisée. Le facteur d'émission est au maximum de :</p> <ul style="list-style-type: none">- 2,5 % en moyenne annuelle- 5 % en moyenne mensuelle. <p>La quantité totale émise est au maximum de 58 t/an.</p>
Constats : <p>Lors de la visite de 2024, l'inspection signalait que le tableau relatif aux facteurs d'émission mensuel, au point 3.3.10 du rapport, est peu clair : mélange d'unités en kg et tonnes, valeurs négatives, résultats apparaissant parfois entre parenthèses.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de clarifier la lecture du tableau « facteur mensuel - DCM » du plan de gestion des solvants et de consolider les éléments qu'il contient.</p> <p>D'après le Plan de gestion des solvants de l'année 2024, les émissions totales de dichlorométhane pour l'année 2024 s'élèvent à 17649 kg, en hausse par rapport à 2023 (13578) mais inférieures à 2022 (28153 kg).</p> <p>Le facteur d'émission annuel est de 0,76 %, inférieur au maximum de 2,5 % prescrit dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/05/2010.</p> <p>Pour ce qui est du facteur d'émission mensuel, le PGS mentionne un respect du facteur maximal de 5 %.</p> <p>La remarque concernant le tableau n'a pas été prise en compte.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Le tableau relatif aux facteurs d'émission mensuel est peu clair : préciser unité dans chaque colonne, comment sont pris en compte les valeurs négatives et entre parenthèse ?</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Rejets dans l'air de composés organiques volatils non spécifiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/05/2010, article 5.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2026
Prescription contrôlée : <p>Le rejet de solvants provenant de préparations incompatibles avec le système de récupération est limité à 18,5 tonnes/an</p> <p>L'exploitant met en place les moyens et dispositions permettant de réduire le facteur d'émission des composés organiques volatils utilisés pour la préparation des masses et l'enduction des bandes avec des masses fabriquées ou achetées. Le facteur d'émission correspond à la quantité de composés organiques volatils émise à l'atmosphère sous forme canalisée et diffuse rapportée à la quantité utilisée. Le facteur d'émission est au maximum de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 9,75 % en moyenne annuelle - 20 % en moyenne mensuelle. <p>La quantité totale émise par an est au maximum de 72 t/an, y compris les rejets provenant de la mise en oeuvre de solution acrylique.</p>
Constats : <p>D'après le plan de gestion des solvants (PGS) de l'année 2024, les émissions totales pour l'année 2024 sont de 71,597 tonnes, respectant ainsi la valeur limite de 72 tonnes par an prescrite dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/05/2010.</p> <p>En 2024, les rejets de solvants provenant de préparations incompatibles avec le système de récupération (émissions par le « by-pass ») sont estimées à 11,105 tonnes (pour une valeur maximale prescrite de 18,5 tonnes).</p> <p>Le facteur d'émission en moyenne annuelle de 9,75 % est respecté en 2024, avec un facteur calculé de 8,29 %.</p> <p>Le facteur d'émission mensuel de 20 % est respecté sur chaque mois de l'année 2024.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Les unités du tableau du facteur mensuel doivent être précisées (et harmonisées) pour chaque colonne.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Conformité aux valeurs limites d'émissions (DCM et COV non spécifiques)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/05/2010, article 5.3.1 et 5.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/12/2024

<ul style="list-style-type: none"> • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 31/07/2026
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Valeurs limites d'émission (rejets dans l'air) :</p> <p>DCM : 20 mg/m³</p> <p>Essences (heptane et hexane) (recup solvants) : 150 mg/m³</p> <p>Autre COV non spécifique (sans recup de solvants) : 50 mg/m³</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite de 2024 il était demandé à l'exploitant de respecter la valeur limite d'émission de 50mg/Nm³ pour l'acétate d'éthyle. Même si le flux total annuel de COV émis par le by-pass est respecté, les valeurs en concentration doivent également l'être. Pour l'acétate d'éthyle, ce dépassement est constaté pour la deuxième année consécutive : un plan d'action doit être mis en place pour s'assurer du respect pérenne de cette valeur limite en concentration.</p> <p>Lors de la visite de 2025, les mesures effectuées du 29/09/25 au 01/10/25 par DEKRA montrent des valeurs conformes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - concentration DCM = 2,3mg/Nm³, avec un rendement d'épurateur de 99,99 % - concentration essences pour les exutoires AD100, AD200 et AD300 = 15,15 / 9,93 / 5,46 mg/Nm³ en équivalent heptane. <p>A noter que ces résultats figurant en page de conclusion devraient être exprimés en carbone total, conformément à l'article 30 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998, comme dit en 2024.</p> <p>Cependant, les résultats détaillés dans le rapport ne font pas apparaître de dépassement des valeurs limites (pour AD100, AD200, et AD300, les mesures exprimées en carbone total sont respectivement de 12,7 / 8,3 et 4,5 mg/Nm³, avec un rendement de l'épurateur de 97,8 %.</p> <p>Les mesures ponctuelles des rejets atmosphériques liés à la production des bandes adhésives figurent dans un autre rapport DEKRA (mesures réalisées les 10/10/25) : ce rapport indique que pour l'acétate d'éthyle, la valeur limite d'émission de 50mg/Nm³ est dépassée (mesure à 94 mg/Nm³ en cheminée du bâtiment 1117).</p> <p>L'exploitant a indiqué que l'étude réalisée sur les rejets acryliques était terminée et qu'un cahier des charges pour déterminer les investissements était en cours.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de respecter la valeur limite d'émission de 50mg/Nm³ pour l'acétate d'éthyle. Même si le flux total annuel de COV émis par le by-pass est respecté, les valeurs en concentration doivent également l'être. Pour l'acétate d'éthyle, un plan d'action doit être mis en place pour s'assurer du respect pérenne de cette valeur limite en concentration.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

Proposition de délais : 1 mois

